



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 25/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PASCAULT Site 1**

Zone Industrielle n° 1  
rue Pierre et Marie Curie  
37160 Descartes

Références : VAT20250406  
Code AIOT : 0010006403

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement PASCAULT Site 1 implanté Zone Industrielle n° 1 rue Pierre et Marie Curie - BP 21 37160 Descartes. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PASCAULT Site 1
- Zone Industrielle n° 1 rue Pierre et Marie Curie - BP 21 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010006403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PASCAULT est une entreprise de récupération, essentiellement de déchets non dangereux (papiers, cartons, plastiques, métaux, gravats et matériaux de démolition). Occasionnellement, elle gère des déchets amiantés issus de la démolition et des VHU.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Traçabilité des déchets transportés	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3 alinéas a et b	Demande d'action corrective	60 jours
5	Traçabilité des déchets transportés	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3 alinéas c, d et e	Demande d'action corrective	60 jours
6	GEREP – Fiabilité des données	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	Demande d'action corrective	60 jours
9	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5° annexe	Demande d'action corrective	60 jours
10	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	60 jours
13	Entreposage des VHU accidentés avant dépollution – Stockage batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	Demande d'action corrective	60 jours
16	Trackdéchets	Code de l'environnement du 18/09/2025, article R. 541-45	Demande d'action corrective	60 jours
19	VHU – Durée d'entrepasage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I	Demande d'action corrective	60 jours
23	Registre de police	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Demande d'action corrective	60 jours
25	Admission des déchets – Attestation	Code de l'environnement du 18/09/2025, article D.543-284	Demande d'action corrective	60 jours
26	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	Demande d'action corrective	60 jours
29	Admission	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des déchets – Radioactivité	06/06/2018, article 13 I		
31	Hauteur de stockage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	Demande d'action corrective	60 jours
33	Clôture	Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 2.3.1	Demande d'action corrective	60 jours
34	Repérage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	Demande d'action corrective	60 jours
35	Zones de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 5.1.3	Demande d'action corrective	60 jours
36	Opérations de dépollution - Habilitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Admission des déchets – Quantité autorisée	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 2	Sans objet
2	Admission des déchets – Quantité autorisée	AP Complémentaire du 09/03/2023, article 2	Sans objet
3	Réception des VHU	AP Complémentaire du 12/06/2019, article 1	Sans objet
7	Admissibilité des déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 3.2	Sans objet
8	VHU – Vérification de la conformité	AP Complémentaire du 12/06/2019, article 5° annexe	Sans objet
11	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
12	Entreposage des VHU avant dépollution -	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Enlèvement des batteries		
14	Filière REP - Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 18/09/2025, article L. 541-10-26	Sans objet
15	Filière REP - Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 18/09/2025, article R. 543-155 (II)	Sans objet
17	VHU – Broyeurs agréés	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 4° annexe	Sans objet
18	VHU – Taux	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 11° annexe	Sans objet
20	Pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43.II	Sans objet
21	Pièces et fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III	Sans objet
22	Aire de dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Sans objet
24	Stockage des D3E	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11° annexe	Sans objet
27	Empilement des VHU non dépollués	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	Sans objet
28	Entreposage des VHU après dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 IV	Sans objet
30	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Sans objet
32	Activité de transit d'amiante	Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 8.2.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets – Quantité autorisée

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantités autorisées – D3E
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Rubrique 2711-2 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé est supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m<sup>3</sup>. Volume : 999 m<sup>3</sup></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, le volume de déchets d'équipements électriques et électroniques s'établit à 120 m<sup>3</sup> ce qui est cohérent avec les constatations de l'inspection des installations classées lors du contrôle du site.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Admission des déchets – Quantité autorisée**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantités autorisées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 2716-2 : installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m<sup>3</sup>. Volume 75 m<sup>3</sup> pour les déchets verts et 80 m<sup>3</sup> pour les OM</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, absence de stockage d'ordures ménagères et de déchets de végétaux ce qui est cohérent avec les constatations de l'inspection des installations classées le jour de contrôle.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Réception des VHU**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2019, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Nombre de VHU</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le nombre de véhicules hors d'usage admissible annuellement est de 1500 unités</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a consulté la déclaration SYDEREP établie au titre de l'année 2024. 453 véhicules hors d'usage ont été réceptionnés sur le site.</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Traçabilité des déchets transportés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3 alinéas a et b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets transportés points a et b
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés. Ce registre contient au moins les informations suivantes : a) Concernant les dates de transit du déchet : - la date d'enlèvement du déchet, - la date de déchargement du déchet, b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet, - le code du déchet sortant au regard de l'article R.541-7 du code de l'environnement, - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement, - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée, - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionné aux articles R.541-45 du code de l'environnement et 5.1335-4 du code de la santé publique, - la quantité de déchet entrant en tonne ou en m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle du 20 mai 2022, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas pu présenter de registre formalisé relatif aux déchets transportés par l'entreprise qui vont directement du producteur initial à l'éliminateur final sans passer par le centre de transit/regroupement. Le 18 septembre 2025, l'exploitant a précisé qu'il réceptionnait sur son installation de tri, transit et regroupement des déchets dangereux et des déchets non dangereux. Il a également indiqué qu'il réalisait aussi des enlèvements de déchets chez les producteurs de déchets, ces déchets ne transitent pas dans son installation et sont directement transportés du producteur initial vers l'éliminateur final. A titre d'exemple, le bois A récupéré au CHU de Tours est directement transporté vers des installations de stockage ou d'utilisation de déchets verts. <b>L'exploitant ne dispose pas d'un registre relatif aux déchets transportés par son entreprise qui vont directement du producteur initial du déchet à l'éliminateur final sans passer par le centre de transit/regroupement.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 5 : Traçabilité des déchets transportés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3 alinéas c, d et e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets transportés points c, d et e
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés. Ce registre contient au moins les informations suivantes :</p> <p>c) Concernant le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet,</li> <li>- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des matières dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin ou au transport maritime de matières dangereuses,</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévu à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé</li> </ul> <p>d) Concernant l'origine et la gestion du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial de déchet ou à défaut, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets lorsque les déchets transportés ou collectés proviennent de plusieurs producteurs,</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur,</li> <li>- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur,</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L.541-10-1 du code de l'environnement,</li> <li>- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant,</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 20 mai 2022, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas pu présenter de registre formalisé relatif aux déchets transportés par l'entreprise qui vont directement du producteur initial à l'éliminateur final sans passer par le centre de transit/regroupement. Le 18 septembre 2025, l'exploitant a précisé qu'il réceptionnait sur son installation de tri, transit et regroupement des déchets dangereux et des déchets non dangereux. Il a également indiqué qu'il réalisait aussi des enlèvements de déchets chez les producteurs de déchets, ces déchets ne transitent pas dans son installation et sont directement transportés du producteur initial vers l'éliminateur final. A titre d'exemple, le bois A récupéré au CHU de Tours est directement transporté vers des installations de stockage ou d'utilisation de déchets verts.</p> <p><b>L'exploitant ne dispose pas d'un registre relatif aux déchets transportés par son entreprise qui vont directement du producteur initial du déchet à l'éliminateur final sans passer par le centre de transit/regroupement.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>



L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 6 : GEREP – Fiabilité des données**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fiabilité des données
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a consulté la déclaration GEREP établie au titre de l'année 2024. Le code de traitement des déchets : absorbants (code 15 02 03) et autres fractions non spécifiées (20 01 99) est erroné. Le code indiqué est D5, code de traitement correspondant à un enfouissement en installation de stockage de déchets non dangereux ou à un enfouissement en installation de stockage de déchets inertes alors que les activités exercées sur le site sont des activités de tri, transit et regroupement de déchets. <b>Le code de traitement pour certains déchets réceptionnés sur le site est erroné.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 7 : Admissibilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transfert de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont soumis aux exigences générales en matière d'informations fixées à l'article 18, les transferts ayant pour objet les déchets suivants destinés à être valorisés si la quantité de déchets transférés est supérieure à 2à kg :

a) les déchets figurant à l'annexe III ou III B.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant expédie des carcasses de véhicules hors d'usage dépollués vers l'Espagne. L'exploitant a précisé que ces carcasses transitaient par la société DECONS basée au Pian Médoc (Aquitaine) avant d'être expédiées chez la société DESCONS à Salvatierra en Espagne qui dispose d'un broyeur. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la fiche de notification FR2024033056 établie le 7 mai 2025 stipulant l'expédition de ces carcasses en Espagne, ces carcasses ont été broyées le 9 mai 2025. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : VHU – Vérification de la conformité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2019, article 5° annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Vérification annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de la présente annexe par un organisme tiers accrédité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées le rapport de vérification de la conformité de son installation aux dispositions de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2019. Cette vérification a été réalisée par EURO QUALITY SYSTEM. Aucune non-conformité n'a été relevée lors de cette vérification. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Plan de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5° annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Plan de défense contre l'incendie.  L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.  Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.  Il comprend au minimum :  - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la

<p>détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li> <li>- la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le plan de défense contre l'incendie était en cours de finalisation.</p> <p><b>L'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense contre l'incendie.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 10 : Maîtrise des incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice de défense
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il n'avait pas organisé un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 11 : Maîtrise des incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information et formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'une formation de l'ensemble du personnel aux moyens de lutte contre l'incendie avait été réalisée par la société VAL DE LOIRE EXTINGUEURS en avril et juin 2021. L'exploitant dispose d'un protocole de sécurité établi en septembre 2021 et mis à jour en mai 2025 pour l'ensemble des intervenants extérieurs. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Entreposage des VHU avant dépollution - Enlèvement des batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Enlèvement des batteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;</li><li>- pour les véhicules hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que la batterie des véhicules hors d'usage non dépollués et réceptionnés sur son site était déconnectée dès la réception du véhicule. Les opérations de dépollution des véhicules hors d'usage dont l'enlèvement de la batterie sont réalisées tous les vendredis. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Entreposage des VHU accidentés avant dépollution – Stockage batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stockage batteries VHU accidentés
<b>Prescription contrôlée :</b>  - après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.
<b>Constats :</b>  <b>L'inspection des installations classées a constaté que le site ne dispose pas d'un stockage spécifique pour les batteries issues des véhicules accidentés réceptionnés sur le site.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

**N° 14 : Filière REP - Obligation de contractualisation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/09/2025, article L. 541-10-26

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)

**Prescription contrôlée :**

I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :

1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;

2° La dépollution des véhicules ;

3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.

**Constats :**

L'exploitant a été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées le contrat établi avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule" le 6 mars 2025.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Filière REP - Obligation de reprise sans frais**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/09/2025, article R. 543-155 (II)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)

**Prescription contrôlée :**

Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route

**Constats :**

Les véhicules hors d'usage non dépollués réceptionnés sont repris sans frais par la société PASCAULT. L'exploitant achète ces véhicules à leurs propriétaires. Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté :

- le bon d'achat du 31 août 2025 d'un véhicule hors d'usage appartenant au Garage Fillon,

- le bon d'achat du 28 février 2025 d'un véhicule hors d'usage appartenant au Garage ARTT.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Trackdéchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/09/2025, article R. 541-45

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté deux bordereaux électroniques dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Ces bordereaux sont relatifs à l'évacuation de boues de curage du débourbeur-déshuileur et de filtres usagés. Les deux bordereaux électroniques ont été complétés pour l'ensemble des items et par l'ensemble des intervenants.</p> <p>L'exploitant réceptionne des véhicules hors d'usage non dépollués sur son site.</p> <p><b>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les bordereaux électroniques dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdechets) pour les VHU non dépollués et réceptionnés sur son site (code déchet 16 01 04*).</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 17 : VHU – Broyeurs agréés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 4° annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Broyeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :</p>

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet.

**Constats :**

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les véhicules hors d'usage étaient broyés exclusivement par la société DECONS au Pian Médoc (Aquitaine). Il a été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 autorisant la société DECONS à broyer les VHU.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : VHU – Taux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 11° annexe

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Taux de réutilisation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 %, de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a consulté la déclaration ADEME établie au titre de l'année 2024.

Le taux de réutilisation et de recyclage (TRR) s'élève à 4,55 % et le taux de réutilisation et de valorisation (TRV) s'élève à 5,45 %, soit des taux supérieurs aux taux imposés respectivement de 3,5% et 5% à l'article 11 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2019.

L'exploitant a également présenté les taux de TRR et de TRV cumulés avec le broyeur agréé à qui il remet les carcasses des véhicules hors d'usage dépollués. Le TRR s'élève à 15,08% et le TRV s'élève à 22,54%, soit des taux supérieurs aux taux imposés respectivement de 7% et 11% à l'article 12 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire précité.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 : VHU – Durée d'entreposage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I

**Thème(s) :** Actions régionales, Durée

**Prescription contrôlée :**

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.



<b>Constats :</b>
L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 20 : Pneumatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Entreposage des pneumatiques
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.
<b>Constats :</b>
L'inspection des installations classées a constaté que les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et la hauteur de stockage (2,5 mètres) est inférieure à trois mètres. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 21 : Pièces et fluides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Entreposage des pièces et fluides
<b>Prescription contrôlée :</b>
Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.
<b>Constats :</b>
L'inspection des installations classées a constaté par sondage, que les liquides de refroidissement, les huiles usagées et les filtres usagés étaient stockés sur rétention à l'abri des intempéries dans le

local de dépollution. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 22 : Aire de dépollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de dépollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que l'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries dans le local de dépollution. Ce local dispose également d'un auvent. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 23 : Registre de police**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre de police pour le mois de février 2025. Ce registre comporte la date de réception du véhicule hors d'usage, l'immatriculation du véhicule hors d'usage, le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule hors d'usage. <b>Le registre de police est incomplet, la date de dépollution du véhicule, la nature et la quantité de déchets issus de la dépollution du véhicule hors d'usage, le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule hors d'usage, la date d'expédition du véhicule hors d'usage ainsi que le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule hors d'usage sont absents.</b>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 24 : Stockage des D3E

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11° annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des D3E séparés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutention.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une zone spécifique pour le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques. L'inspection des installations classées a constaté que les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques. Les opérations de manutention de ces déchets contenant des batteries sont effectuées manuellement. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 25 : Admission des déchets – Attestation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2025, article D.543-284
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestations de valorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D.543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente, une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.
<b>Constats :</b>

L'exploitant a été en mesure de présenter l'attestation de valorisation de déchets de carton qu'il délivre à la société PROLUDIC. Cette attestation précise que ces déchets de carton sont destinés à être valorisés à 100% en papeterie. Il a également présenté l'attestation de valorisation de déchets de ferraille qu'il délivre à la société PROLUDIC. Cette attestation précise que ces déchets de ferraille sont destinés à être valorisés à 100% en fonderie.

**L'exploitant ne dispose des attestations des sociétés vers lesquelles il expédie ses déchets pour valorisation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 26 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le Q18 établi par la société SOCOTEC le 20 février 2025. Ce document précise que l'installation présente des risques d'incendie et d'explosion compte tenu de la présence de poussières dans l'armoire électrique. L'exploitant a précisé qu'il avait fait appel à plusieurs sociétés afin d'établir un devis pour résorber cet écart sans que ces devis aboutissent. Le jour de l'inspection, l'exploitant était à la recherche d'une société spécialisée pour lever la non-conformité relevée par la société SOCOTEC.

Il a par ailleurs informé l'inspection des installations classées que son site ferait prochainement l'objet d'une extension et d'une réorganisation de l'ensemble de ses activités. Un porter à connaissance est en cours d'instruction. Un projet d'arrêté préfectoral sera soumis prochainement à l'exploitant. Dès la signature de l'arrêté préfectoral, l'exploitant s'est engagé à réaliser l'ensemble des travaux liés à cette extension-régularisation dont la remise en état des infrastructures de son site et des installations électriques. L'inspection des installations classées a constaté que des travaux relatifs à la construction de nouveaux locaux administratifs et sociaux étaient en cours sur le site.

**Les installations électriques présentent des risques d'incendie et d'explosion.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 27 : Empilement des VHU non dépollués**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Empilement des VHU
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées n'a pas constaté l'empilement de véhicules hors d'usage non dépollués. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 28 : Entreposage des VHU après dépollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des VHU
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas trois mètres.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées n'a pas constaté l'empilement de véhicules hors d'usage dépollués. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 29 : Admission des déchets – Radioactivité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>

Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur le site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un radiamètre portatif afin de détecter les déchets de métaux, de terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants. <b>Le radiamètre portatif ne fait pas l'objet d'un étalonnage.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 30 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Hauteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  La hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
<b>Constats :</b>  Les déchets entreposés sur le site sont à une distance supérieure à 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. L'inspection des installations classées n'a pas constaté que les déchets étaient stockés à une hauteur supérieure à six mètres. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 31 : Hauteur de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hauteur de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de moyens lui permettant de connaître la hauteur de stockage des différents déchets entreposés sur son site, notamment pour le stockage en vrac des ferrailles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 32 : Activité de transit d'amiante**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 8.2.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets d'amiante</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les déchets d'amiante apportés par les particuliers et artisans ne sont acceptés que s'ils sont conditionnés en sacs étanches et étiquetés. Ces déchets sont regroupés dans leur emballage d'origine dans un big-bag ou dans une body-benne double enveloppe sans aucune autre opération.</p> <p>Les déchets collectés sont stockés dans un hangar à l'abri du lessivage par les eaux de pluie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les déchets d'amiante sont conditionnés en sacs étanches et étiquetés. Ils sont stockés dans deux bennes d'un volume unitaire de 17 m<sup>3</sup>. Ces déchets sont entreposés dans un hangar spécifique à l'abri du lessivage par les eaux de pluie. Ce hangar est doté d'un cadenas permettant de maintenir fermé son accès.</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 33 : Clôture**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2,5 m empêchant l'accès au site. Un portail fermant à clé interdit l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté l'absence de clôture sur une partie du site près de la ligne de chemin de fer.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que son site ferait prochainement l'objet d'une extension et d'une réorganisation de l'ensemble de ses activités. Un porter à connaissance est en cours d'instruction. Un projet d'arrêté préfectoral sera soumis prochainement à l'exploitant. Dès la signature de l'arrêté préfectoral, l'exploitant s'est engagé à réaliser l'ensemble des travaux liés à cette extension-régularisation dont la remise en état des infrastructures de son site et notamment de la clôture. L'inspection des installations classées a constaté que des travaux relatifs à la construction de nouveaux locaux administratifs et sociaux étaient en cours sur le site.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un portail fermant à clé interdisant l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.</p> <p><b>Absence de la clôture sur une partie du site près de la ligne de chemin de fer.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 34 : Repérage des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Repérage des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>L'inspection des installations classées a constaté que les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation des déchets n'étaient pas clairement repérées (absence de panneaux précisant la nature des déchets stockés).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 35 : Zones de stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que deux stockages de ferrailles (près du bâtiment d'entreposage des déchets d'amiante et près de la ligne de chemin de fer) n'étaient pas réalisés sur une aire étanche (stockage à même le sol en terre).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 36 : Opérations de dépollution - Habilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestations d'aptitude et de capacité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a été en mesure de présenter l'attestation de capacité délivrée par DEKRA le 19 septembre 2023 à la société AUGUSTIN à qui est sous-traitée le traitement des fluides frigorigènes issus des véhicules hors d'usage.  L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'attestation d'aptitude de la personne de la

société AUGUSTIN en charge du traitement des fluides frigorigènes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours